

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 110

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre-1° dicembre 2004)

Raccomandazione n. 749

sulla politica europea di sicurezza cinquant'anni dopo la firma del Trattato di Bruxelles modificato – risposta al rapporto annuale del Consiglio

Annunziata il 27 gennaio 2005

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant que la signature du Traité établissant une Constitution pour l'Europe marque l'accomplissement d'une grande partie des objectifs fixés il y a cinquante ans par les Accords de Paris modifiant le Traité de Bruxelles en vue de promouvoir l'unité et d'encourager l'intégration progressive de l'Europe, ainsi que l'aboutissement des efforts déployés dans ce sens par les pays membres de l'UEO depuis un demi-siècle;

(ii) Saluant les perspectives ouvertes dans le domaine de la lutte contre le

terrorisme international par l'inscription d'une clause de solidarité dans le Traité constitutionnel et par la décision du Conseil européen d'oeuvrer dès maintenant dans l'esprit de cette clause;

(iii) Notant avec intérêt que le Traité constitutionnel offre aux pays de l'UEO la possibilité de participer à des missions dont la réalisation serait confiée à un groupe d'Etats membres et à différentes formes de coopérations structurées et renforcées en matière de PESD;

(iv) Souhaitant vivement que l'Union européenne offre à tous les pays européens

membres de l'OTAN mais non membres de l'UE un statut d'association à la PESD qui leur permette de participer pleinement à toutes les activités prévues dans ce domaine, y compris aux coopérations structurées et renforcées, ainsi qu'au processus de prise de décision;

(v) Considérant, d'une part, les ambitions plus élevées que nourrit désormais l'Union européenne en tant qu'acteur international, ce qui expose nécessairement ses pays membres à des risques accrus, et d'autre part, les dangers et menaces imprévisibles émanant notamment de l'existence, du développement et de la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs;

(vi) Convaincue par conséquent qu'il convient de garder une garantie de sécurité inconditionnelle, sous forme d'engagement contraignant d'assistance mutuelle en matière de défense, telle qu'elle est prévue à l'article V du Traité de Bruxelles modifié;

(vii) Constatant que le Traité établissant une Constitution pour l'Europe ne prévoit pas d'obligation équivalente et contraignante dans ses dispositions relatives à la politique de sécurité et de défense commune, et qu'il ne comporte aucune garantie militaire pour la sécurité et l'intégrité territoriale des pays membres de l'Union européenne qui ne font pas partie de l'Alliance atlantique;

(viii) Rappelant que le Traité constitutionnel ne prévoit pas non plus de disposition sur la coopération entre l'Union européenne et l'OTAN et que les arrangements confidentiels « Berlin plus », limités à des aspects spécifiques de la gestion des crises, ne sauraient se substituer à une base contractuelle plus générale, propre au développement d'un climat de confiance et de coopération entre les deux organisations dans les domaines d'intérêt mutuel et dans l'intérêt de la sécurité européenne;

(ix) Regrettant que le Traité constitutionnel ne prévoient aucune obligation pour

le Conseil de l'Union européenne d'entamer un dialogue institutionnel, dans le domaine de la PESD, avec une enceinte composée des représentants des parlements nationaux, alors que ceux-ci sont appelés à exercer un contrôle sur la politique menée par leurs gouvernements respectifs — lesquels se basent pour la plupart sur des décisions prises au niveau européen — et à voter les crédits budgétaires alloués à la défense;

(x) Prenant acte qu'il n'existe actuellement pas de consensus au sein du Conseil quant aux conséquences de l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel sur l'avenir du Traité de Bruxelles modifié;

(xi) Rappelant à cet égard les arguments développés dans la Recommandation n° 748 qui conduisaient l'Assemblée à affirmer sa conviction que ce dernier reste un élément indispensable de la sécurité de l'Europe;

(xii) Déplorant la persistance du Conseil à ne vouloir ni offrir à tous les nouveaux pays membres de l'Union européenne et/ou de l'OTAN qui sont prêts à s'exposer sans réserve à des risques accrus dans le cadre des missions relevant de la PESD, la possibilité d'adhérer au Traité de Bruxelles modifié pour bénéficier de son article V, ni changer leur statut respectif à l'UEO, alors même que ces pays répondent aux critères correspondants définis en décembre 1991 par les pays membres de l'UEO;

(xiii) Notant que les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union européenne ont annexé au Traité constitutionnel un protocole invitant l'Union européenne et l'UEO à élaborer des arrangements visant à améliorer la coopération entre elles;

(xiv) Extrêmement déçue par la pauvreté du contenu de la première partie du Cinquantième rapport annuel du Conseil à l'Assemblée et de ses réponses aux Recommandations n°s 742 à 748, qui ne

sauraient être considérées comme conformes aux obligations institutionnelles assignées au Conseil par l'article IX du Traité de Bruxelles modifié,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De maintenir le Traité de Bruxelles modifié et d'en appliquer pleinement les dispositions, y compris celles permettant d'inviter des pays intéressés à y adhérer tant que l'Union européenne ne dispose ni des moyens juridiques ni des instruments équivalents pour remplacer ce Traité et tous les organes de l'UEO;

2. De tenir la promesse faite dans sa réponse à la Recommandation n° 736, selon laquelle il « continuera, comme par le passé, dans le cadre de son rapport annuel, de tenir l'Assemblée informée de tous les développements susceptibles d'affecter le Traité de Bruxelles modifié ou les organes de l'UEO, ... compte tenu des progrès en cours au sein de la politique commune de sécurité et de défense de l'Union européenne »;

3. De répondre aux paragraphes 6 à 8 de la Recommandation n° 748;

4. D'inciter l'ensemble des pays membres de l'UEO à participer aux coopérations structurées et renforcées prévues par le Traité constitutionnel et de se préparer à proposer l'UEO comme cadre privilégié pour ces coopérations et leur suivi parlementaire, avec la protection offerte par l'engagement de défense mutuelle inscrit dans le Traité de Bruxelles modifié;

5. De faire savoir à l'Assemblée de quelle façon il entend mettre en oeuvre le Protocole annexé au Traité constitutionnel sur les arrangements de coopération entre l'Union européenne et l'UEO;

6. De s'employer, à l'Union européenne, à ce que tous les pays européens de l'OTAN non membres de l'UEO comme la Bulgarie, l'Islande, la Norvège, la Roumanie et la Turquie puissent s'associer pleinement à la PESD et participer à part entière aux coopérations renforcées et structurées, ainsi qu'aux activités de l'Agence européenne de défense;

7. D'entreprendre au sein de l'UE une étude sur l'évolution et la portée du droit de légitime défense individuelle et collective dans le contexte de l'engagement préventif proposé par la Stratégie européenne de sécurité et de la doctrine de « projection de stabilité » développée au sein de l'OTAN;

8. D'informer l'Assemblée sur le plan d'action prévu au titre de la PESD pour combattre le terrorisme et plus particulièrement sur le contenu du cadre conceptuel relatif à la PESD et au terrorisme;

9. De soutenir plus fermement l'Assemblée dans ses efforts pour rechercher avec les gouvernements concernés et les autres instances interparlementaires, d'ici à l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, une solution appropriée pour la participation collective des représentants des parlements nationaux à toutes les activités que l'Union européenne a héritées de l'UEO en matière de PESD.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 749

sulla politica europea di sicurezza cinquant'anni dopo la firma del Trattato di Bruxelles modificato — risposta al rapporto annuale del Consiglio

L'Assemblea,

(i) Rallegrandosi che la firma del Trattato che istituisce una Costituzione per l'Europa segna il completamento di molti degli obiettivi definiti cinquant'anni fa dagli Accordi di Parigi, che hanno modificato il Trattato di Bruxelles al fine di promuovere l'unità e di incoraggiare la progressiva integrazione dell'Europa, e rappresenta altresì il culmine dell'impegno profuso dagli Stati membri dell'UEO da mezzo secolo;

(ii) Salutando le nuove prospettive aperte nel campo della lotta contro il terrorismo internazionale grazie all'inserimento di una clausola di solidarietà nel Trattato costituzionale e alla decisione del Consiglio europeo di agire d'ora in poi nello spirito di tale clausola;

(iii) Notando con interesse che il Trattato costituzionale offre ai paesi UEO la possibilità di partecipare alle missioni condotte da un gruppo di Stati membri e alle varie forme della cooperazione strutturata e rafforzata nel quadro della PESD;

(iv) Auspicando vivamente che l'Unione europea offrirà a tutti gli Stati della NATO non appartenenti all'UE lo status di associati alla PESD che consentirà loro di partecipare a pieno titolo a tutte le attività previste in questo settore, ivi compresi i

progetti di cooperazione strutturata e rafforzata nonché il processo decisionale;

(v) Considerando, da una parte, l'ambizione più forte dell'UE di avere un proprio ruolo sulla scena internazionale — obiettivo che necessariamente espone i suoi Stati membri a maggiori rischi — e dall'altra, i pericoli e le minacce imprevedibili derivanti dall'esistenza, dallo sviluppo e dalla proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) e dei relativi vettori;

(vi) Convinta pertanto della necessità di mantenere una garanzia incondizionata di sicurezza sotto forma di un impegno vincolante di assistenza reciproca nel settore della difesa, come quella prevista dall'articolo V del Trattato di Bruxelles modificato;

(vii) Notando che le disposizioni sulla politica comune di sicurezza e di difesa contenute nel Trattato che istituisce una Costituzione per l'Europa non prevedono alcun impegno vincolante di questo tipo né una garanzia militare in relazione alla sicurezza e all'integrità territoriale degli Stati membri dell'Unione europea che non fanno parte dell'Alleanza atlantica;

(viii) Ricordando che il Trattato costituzionale non prevede nemmeno una cooperazione tra l'Unione europea e la NATO,

e che gli accordi riservati « Berlino plus », che si limitano a regolare aspetti specifici della gestione delle crisi, non possono sostituirsi a una base contrattuale più generale adatta a sviluppare un clima di fiducia e di cooperazione tra le due organizzazioni nei settori di comune interesse e nell'interesse della sicurezza europea;

(ix) Deplorando che il Trattato costituzionale non prevede alcun obbligo da parte del Consiglio dell'UE ad avviare un dialogo istituzionale nell'ambito della PESD con un organismo costituito dai rappresentanti dei parlamenti nazionali, pur essendo questi ultimi chiamati ad esercitare un controllo sulla politica dei relativi governi, politica che nella maggior parte dei casi è basata su decisioni prese a livello europeo, nonché a votare gli stanziamenti per il bilancio della difesa;

(x) Notando che per il momento non vige alcun consenso all'interno del Consiglio sulle conseguenze che l'entrata in vigore del Trattato costituzionale avrà sul futuro del Trattato di Bruxelles modificato;

(xi) Ricordando a tale riguardo gli argomenti esposti nella Raccomandazione 748 che rafforzano l'Assemblea nella sua convinzione che il Trattato di Bruxelles modificato continua ad essere un elemento indispensabile della sicurezza dell'Europa;

(xii) Deplorando il rifiuto reiterato del Consiglio di offrire a tutti i nuovi Stati membri dell'UE e/o della NATO disposti ad esporsi senza riserve ai rischi accresciuti connessi alle missioni nell'ambito PESD la possibilità di aderire al Trattato di Bruxelles modificato per beneficiare dell'articolo V o di modificare il proprio *status* all'interno dell'UEO, anche se questi paesi soddisfano i criteri concordati dagli Stati membri dell'UEO nel dicembre del 1991;

(xiii) Notando che i capi di Stato e di governo dei paesi membri dell'Unione europea hanno allegato al Trattato costitu-

zionale un protocollo nel quale l'UE e l'UEO vengono invitate a elaborare intese volte a migliorare la cooperazione reciproca;

(xiv) Estremamente delusa dalla povertà di contenuto della prima parte della cinquantesima relazione annuale del Consiglio all'Assemblea e dalle risposte alle Raccomandazioni da 742 a 748 che non possono essere considerate conformi agli obblighi istituzionali affidati al Consiglio dall'articolo IX del Trattato di Bruxelles modificato,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di mantenere il Trattato di Bruxelles modificato e di applicarne pienamente le disposizioni, in particolare quelle che permettono di invitare i paesi interessati a aderirvi fino a quando l'Unione europea non disporrà dei mezzi giuridici o degli strumenti equivalenti necessari per sostituire il Trattato e tutti gli organi dell'UEO;

2. Di mantenere la promessa data nella sua risposta alla Raccomandazione 736, nella quale afferma che « continuerà come nel passato, nell'ambito della relazione annuale, a tenere l'Assemblea informata di tutti gli sviluppi suscettibili di riflettersi sia sul Trattato modificato di Bruxelles sia sugli organi dell'UEO (...) tenuto conto dei progressi che si stanno registrando nella Politica comune di sicurezza e di difesa dell'Unione europea »;

3. Di rispondere ai paragrafi 6, 7 e 8 della Raccomandazione 748;

4. Di sollecitare tutti gli Stati membri dell'UEO a partecipare alla cooperazione strutturata e rafforzata prevista dal Trattato costituzionale e di essere pronti a proporre l'UEO come quadro privilegiato per tali progetti di collaborazione e per il loro controllo parlamentare, in considerazione della protezione garantita dall'impegno di difesa reciproca contenuta nel Trattato di Bruxelles modificato;

5. Di informare l'Assemblea sulle modalità attraverso le quali intende attuare il protocollo sugli accordi di cooperazione tra l'Unione europea e l'UEO allegati al Trattato costituzionale;

6. Di compiere sforzi all'interno dell'Unione europea per assicurare che tutti gli Stati europei membri della NATO ma non facenti parte dell'UEO, quali la Bulgaria, l'Islanda, la Norvegia, la Romania e la Turchia, possano partecipare a pieno titolo alla PESD e ai progetti della cooperazione rafforzata e strutturata nonché alle attività dell'Agenzia europea della difesa;

7. Di intraprendere all'interno dell'UE uno studio sull'evoluzione e sulla portata del diritto individuale e collettivo all'autodifesa nel contesto dell'impegno preven-

tivo proposto dalla Strategia europea della sicurezza e dalla dottrina sulla « proiezione della stabilità » sviluppata in seno alla NATO;

8. Di informare l'Assemblea sul Piano di azione della PESD per la lotta contro il terrorismo e in particolare sul contenuto del Quadro concettuale per la PESD e il terrorismo;

9. Di sostenere con maggiore fermezza l'Assemblea nei suoi sforzi per ricercare, insieme ai governi interessati e alle altre istanze interparlamentari, fino all'entrata in vigore del Trattato costituzionale, una soluzione adeguata per la partecipazione collettiva dei rappresentanti dei parlamenti nazionali a tutte le attività della PESD che l'Unione europea ha ereditato dall'UEO.